

8. ANNEXE

8.1. Matrice d'évaluation

Critères d'évaluation	Questions clés	Sous-questions	Indicateurs de mesure	Méthodes de collecte	Source de données	Hypothèses
	La conception globale et du choix des OSC bénéficiaires du Projet sont-ils pertinents ?	• Q1. Dans quelle mesure les objectifs du projet sont-ils toujours valables au regard des éléments du contexte et des besoins des organisations féminines du sahel ? • Q2. Le projet a-t-il choisi les OSC bénéficiaires pertinents • Q3. Le projet tient-il compte de l'évolution des besoins et du contexte ? • Q4. Des ajustements ont-ils été apportés ou sont-ils nécessaires ? • Q5. Les approches, les activités et les produits du projet sont-ils conformes à sa finalité générale et aux objectifs qui lui ont été assignés ? • Q6. Les initiatives retenues répondent-elles aux objectifs du projet et aux besoins des organisations féminines bénéficiaires ?	Les objectifs Types de besoins organisations identifiées Types d'activités et problèmes Profils des OSC Les types des besoins des OSC Types d'ajustements	Analyse de documents (rapports de projet et rapports annuels, etc.) • Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats -Les sites de mise en œuvre du projet	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention

1. Pertinence	Les approches et des initiatives retenues sont-elles pertinentes par rapport à la finalité du projet ?	• Q7. Quelle est la qualité du dispositif d'accompagnement mis en place : le rôle d'appui - accompagnement et conseils par ONU Femmes et ses partenaires de mise en œuvre dans les pays, incluant les mécanismes, méthodes et outils d'accompagnement proposés ?	Les activités du projet Les types d'initiatives Le dispositif d'accompagnement Les méthodes et outils utilisés	Analyse de documents (rapports à mi-parcours et rapports annuels, etc.) • Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
2. Cohérence	Les interventions du projet sont-elles en cohérence par rapport aux politiques nationales des pays et des stratégies de	• Q8. Dans quelle mesure l'action développée par le projet est-elle en cohérence d'une part, avec les priorités des politiques nationales des pays cibles du	Catégories d'activités Les priorités nationales des pays	• Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à

	participation politique d'ONU Femmes et des bailleurs ?	projet et d'autre part avec la stratégie d'ONU Femmes et du bailleur en matière de soutien à la participation des femmes dans les processus de paix ;	Stratégie d'ONU Femmes		dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats -Les sites de mise en œuvre du projet	participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
	Existe-t-elle une synergie des acteurs institutionnels et des dispositifs nationaux et régionaux ?	• Q9. Quelle synergie articulée avec des acteurs institutionnels et les autres dispositifs nationaux et régionaux œuvrant en faveur de la participation des femmes et la paix au sahel ; • Q10. Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs institutionnels, les stratégies et la vision des organisations bénéficiaires des femmes ;	Les types de synergies existantes entre acteurs Les activités du projet Les objectifs des organisations	Analyse documentaire (rapports de diagnostic) • Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
		• Q11. Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle atteint, ou	Les objectifs du projet	Analyse documentaire (rapports de	-Toutes les parties prenantes clés	L'information est disponible

Efficacité	Quelle est le niveau d'atteinte des objectifs et résultats du projet ? Quels les principaux facteurs de réalisation ou non des objectifs ?	devrait-elle atteindre ses objectifs et ses résultats ?	Les activités et leur taux d'exécution Types de partenariats Autres interventions sur le terrain Types d'activités	diagnostic, rapports annuels, rapport à mi-parcours) • Entretiens • Enquête	- Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats -Les sites de mise en œuvre du projet	Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
		• Q12. Quels sont les principaux facteurs qui ont déterminé la réalisation ou la non-réalisation des objectifs visés dans le cadre du projet ? - Facteurs clés lors de la préparation - Facteurs clés lors de la mise en œuvre (Facteurs soumis au contrôle du gouvernement et/ou des entités de mise en œuvre, - Facteurs soumis au contrôle d'ONU Femmes	Types de résultats Les causes identifiées	Analyse documentaire (rapports de diagnostic, rapports annuels) • Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats -Les sites de mise en œuvre du projet	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention

Efficience	Les ressources ont-elles été utilisées de façon efficiente ?	• Q13. Est-ce que les ressources ont été utilisées de manière efficiente (adéquation entre les moyens et activités aux résultats à atteindre, bon usage des ressources) ? • Q14. Les résultats atteints ont-ils été atteints en temps voulu ou dans un délai raisonnablement adapté aux exigences du contexte socio-politique et sécuritaire des pays / zones d'intervention ?	Les quantités de ressources (financière, humaine, technique) utilisées Taux d'atteinte des résultats	Analyse documentaire (rapports de diagnostic, rapports annuels, rapport à mi-parcours) • Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats -Les sites de mise en œuvre du projet	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
	Quels sont les facteurs ayant affecté l'efficience ?	• Q15. Les mécanismes de coordination et d'appui mis en place par ONU Femmes pour la mise en œuvre du projet ont-ils permis de promouvoir l'utilisation efficace des ressources financières et humaines ?	Types de mécanismes Les différents facteurs d'efficience	• Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques,

					- Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats - Les sites de mise en œuvre du projet	Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
5. Viabilité /Durabilité	Quels sont les éléments déterminants la viabilité du projet ?	• Q16. Les choix des OSC et des processus engagés concourent-ils aux thématiques et objectifs prioritaires du projet ? • Q17. Quels sont les principaux facteurs externes aux Organisations bénéficiaires des femmes (contexte politique, institutionnel, économique, etc.), approches d'accompagnements de ONU Femmes et ses partenaires et facteurs internes aux OSC qui détermineront la viabilité ou la non-viabilité des OSC ?	Nombre de partenaires formés Les objectifs prioritaires du projet Les principaux facteurs identifiés	Analyse documentaire (rapports annuels, rapport à mi-parcours) • Entretiens • Enquête	- Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats - Les sites de mise en œuvre du projet	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention

	Quelles sont les mesures opérationnelles perceptibles de continuité des activités ?	• Q18. Dans quelle mesure les OSCs ont-ils été engagés et formés tant sur le plan technique que sur le plan opérationnel pour assurer la continuité et mettre à l'échelle les activités du projet ?	Nombre de partenaires formés Échelle ou étendue des stratégies et de résultats	• Entretiens • Enquête	- Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
6. Genre et Droits Humains et Inclusion du handicap	Le genre, les droits humains et le handicap ont-ils été intégrés au projet ?	• Q19. Dans quelles mesures et conditions, les principes d'égalité des sexes et de valorisation des droits humains ont-ils été intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet ?	Pourcentage de déclaration d'intégration du genre et droits humains	Analyse documentaire (rapports de diagnostic, rapports annuels, rapport à mi-parcours) • Entretiens • Enquête	- Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
		• Q20.1 Quelles catégories de bénéficiaires le projet et type d'autonomisation des femmes	Catégories de bénéficiaires que le	Analyse documentaire (rapports de	- Toutes les parties prenantes clés	L'information est disponible

		ont-été pris en compte par le projet ?	projet a pris en compte Le nombre et types de groupes vulnérables touchés Nombre des handicapés touchés	diagnostic, rapports annuels, rapport à mi-parcours) • Entretiens • Enquête	- Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats -Les sites de mise en œuvre du projet	Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
		Q20.2. Les personnes handicapées, ont-elles été impliquées dans la conception et la mise en œuvre du programme ? Si oui, de quelle manière le programme a-t-il contribué à une prise en compte des priorités et à un changement de qualité de vie des personnes handicapées ? Q20.3. Quelles sont les barrières auxquelles les personnes handicapées ont dû faire face ?	Le nombre d'association de personnes handicapées Les activités offertes par le projet Les types de barrières auxquelles les personnes handicapées font face	Analyse documentaire (rapports de diagnostic, rapports annuels, rapport à mi-parcours) • Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats -Les sites de mise en œuvre du projet	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention

7. Principales leçons apprises et bonnes pratiques	Quelles sont les leçons apprises et les bonnes pratiques du projet ?	• Q21 Quelles bonnes pratiques peuvent être retenues dans l'état actuel de la mise en œuvre du projet pour être appliquées à d'autres initiatives ?	Les types de bonnes pratiques utilisées	Analyse documentaire (documents de projet; rapports de diagnostic, rapports annuels, rapport à mi-parcours) • Entretiens • Enquête	- Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats - Les sites de mise en œuvre du projet	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
		• Q22.1 Quelles sont les principales leçons apprises du projet – qu'est-ce qui a marché, qu'est-ce qui n'a pas marché et pourquoi ? - Quels sont les éléments de succès ou d'échec ? - L'approche du projet actuelle peut-elle être reproduite ailleurs ? Pourquoi, comment et sous quelles conditions ? - Quelles sont les mauvaises expériences à éviter et les facteurs explicatifs dans les prochaines étapes ou dans la conception et la mise en œuvre de futurs projets similaires ?	Types de leçons apprises Celles qui ont ou non marché Les leçons reproductibles	• Entretiens • Enquête	- Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats - Les sites de mise en œuvre du projet	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention

		Q22.2- Comment capitaliser et mutualiser les acquis du projet au bénéfice de l'ensemble de la société civile engagée en faveur de la paix et la stabilisation au-delà des contraintes politiques ou conjoncturelles ? Q22.3- Quel instrument/dispositif idoine serait nécessaire pour le financement et l'accompagnement durables des organisations de la société civile féminine pour la paix au Sahel ?	Les différentes techniques de capitalisation identifiées Instrument de financement et d'accompagnement	• Entretiens • Enquête	-Toutes les parties prenantes clés - Le personnel d'ONU Femmes dédié au programme - Rapport des partenaires - Rapport d'études - Rapport de suivi - Cadre de résultats -Les sites de mise en œuvre du projet	L'information est disponible Les parties prenantes sont disposées à participer à des échanges en présidentiel, téléphoniques, Skype, Zoom, etc. Le niveau de sécurité permet l'accès aux zones d'intervention
--	--	---	--	---	--	--

8.2. Plan de travail indicatif

Le chronogramme actualisé et planning de déroulement des activités de l'évaluation est le suivant.

Tableau 1 : chronogramme actualisé et planning des activités

Activités	Livrables	Périodes (date de début-date de fin)	Responsables	Structures impliquées
1. Elaboration du rapport de démarrage				
Réunion de prise de contact pour harmonisation du chronogramme		07/03/2025	ONU Femmes	Consultant et ONU Femmes
Revue documentaire		07/03/25 au 16/03/25	Consultants	-
Entretiens avec les membres du groupe de référence (chronogramme et <i>la matrice d'évaluation et de formalisation des rubriques</i>)		12/03/2025	Consultants	Groupe de gestion de l'évaluation, ONU Femmes
Rédaction de la note de cadrage de l'évaluation (y compris la matrice de l'évaluation, la méthodologie et outils de collecte des données) ;	Document disponible	07/03/25 au 16/03/2025	Consultants	-
Validation de la note de cadrage ;	Feedbacks et commentaires	17/03/25 au 23/03/25	ONU Femmes	Consultants et ONU Femmes
Intégration des commentaires	Document disponible	24/03/25 au 26/03/25		
Révision de la note de cadrage	Livrable 1 : Rapport de conception validé par le groupe de gestion	27/03/25 au 30/03/25	Consultants	Consultants-
2. Mission sur le terrain				
Entretien en ligne avec l'équipe de gestion du projet ONU Femmes Dakar		26/03/25	Consultants	Consultants
Collecte des données complémentaires (Mauritanie ; Burkina Faso ; Tchad)		31/03/25 au 20/04/25	Consultants	ONU Femmes
Mini-atelier sur les constatations et conclusions préliminaires (y compris un jour de préparation).		28/04/25	ONU Femmes	ONU Femmes, consultants
3. Elaboration du rapport provisoire				
Analyse des données, et rédaction du rapport provisoire (draft 1) ;		21/04/25 au 18/05/25	Consultants	-

Activités	Livrables	Périodes (date de début-date de fin)	Responsables	Structures impliquées
Commentaire sur le draft1 par le groupe de référence		19/05/25 au 23/05/25	Groupe de référence	ONU Femmes, Consultants, Groupe de référence de l'évaluation -
Intégration des commentaires du Draft 1 révisé ;		24/05/25 au 27/05/25	Consultants	
Validation du rapport final (groupe de référence et groupe de gestion)	<u>Livrable : Rapport final validé par le groupe de gestion</u>	30/05/25	Groupe de référence et équipe de gestion	-

8.3. Responsabilité, logistique et soutien

Le groupe de gestion (**annexe 7.4**) et le groupe de référence (**annexe 7.3**) sont les deux structures qui gèrent l'évaluation. À ce titre, le Groupe de gestion fournit l'orientation globale et les conseils relatifs à la conduite de l'évaluation. Le Gestionnaire des tâches de l'évaluation assure la supervision quotidienne de l'évaluation pour la production d'un rapport de bonne qualité et en vue de minimiser les risques éventuels, qui pourraient survenir au cours du processus d'évaluation.

L'équipe des consultants indépendants est responsable de la réalisation de l'évaluation et de la qualité des rapports en référence aux critères du GERAAS et de l'UN SWAP. Elle adresse les produits de l'évaluation directement au gestionnaire des tâches d'évaluation qui assure la bonne gestion de la qualité de chaque produit avec l'appui du Spécialiste Evaluation du bureau régional d'ONU Femmes.

Les aspects logistiques de l'évaluation (espace de bureau, soutien administratif et de secrétariat, télécommunications, photocopies de la documentation, voyages, ...) ainsi que la conception et la diffusion des outils de collecte de données seront sous la responsabilité de l'équipe d'évaluation. ONU Femmes Dakar appuiera l'organisation des différentes rencontres envisagées au cours du processus d'évaluation (facilitation pour la collecte de données, validation, diffusion ...).

Le groupe de gestion de l'évaluation :

Il est constitué pour superviser la gestion de l'évaluation et prendre des décisions clés afin de s'assurer de la qualité des différents résultats de l'évaluation. Il est composé du coordinateur du projet ONU Femmes et du spécialiste régional en évaluation.

Le gestionnaire de l'évaluation assurera la gestion journalière du processus et entamera des consultations avec le groupe de gestion concernant les questions clés du programme. Les contributions des membres du groupe de gestion vont renforcer la qualité et la crédibilité de l'évaluation. Plus précisément, les membres de l'équipe de gestion devront :

Participer à toutes les réunions de l'équipe de gestion

Approuver le Consultant de consultants choisi pour mener l'évaluation

Participer à toute réunion organisée durant la phase de conception initiale de l'évaluation et garantir la qualité du rapport qui en découlera

Faciliter l'accès à l'information au bénéfice de l'équipe d'évaluation

Examiner et assurer la qualité du pré-rapport d'évaluation

Diffuser et promouvoir l'utilisation des conclusions et recommandations de l'évaluation.

Le groupe de gestion comprendra au moins :

- **Analyste suivi évaluation du Bureau Régional**
- **La Conseillère Régionale WPS -HA ;**
- **Le Spécialiste des évaluations du Bureau régional d'ONU femmes**
- **Le coordinateur du projet ;**
- **Le chargé de suivi évaluation du projet.**

Le Groupe de référence :

Le groupe de référence est partie intégrante de la structure de gestion de l'évaluation et il est mis sur pied dans le but de faciliter l'inclusion des parties prenantes dans la conception et la définition du champ de l'évaluation, la sensibilisation sur les différents besoins en informations, la qualité du travail tout au long du processus et la diffusion des résultats de l'évaluation.

Le groupe de référence sera composé des parties prenantes clés, acteurs du projet à évaluer : les gestionnaires du projet, les représentants des donateurs, les représentants du système des Nations Unies, les représentants

d'organisations non gouvernementales, les représentants des structures étatiques et les partenaires partenaires de mise en œuvre du projet.

Composition du Groupe de référence

Name	Title	Email/Contact	Pays	Phone Number
Wanalher Ag Alwaly	Project Coordinator	wanalher.alwaly@unwomen.org	WACARO	(00221)77 091 21 79
Anne Sophie Kesselaar	Donor focal point	annesophie.kesselaar@minbuza.nl	Pays-Bas	00221 77 450 72 42
Sidi Dolo	Chargé de projet	sidi.dolo@unwomen.org	ONU Femmes Mali	00223 75 99 79 36
Paul Hovi Moussa	Chargé de programme	paul.moussa@unwomen.org	ONU Femmes Niger	00227 97 50 67 14
Emel	AMSME	Comm.amsme.99@gmail.com	Mauritanie	+222 37305424
Abdrahmane Bezeid	AMSME	bezeid.amsme@gmail.com	Mauritanie	+222 44062674
SOULAMA Midibahaye Alice	Coordonnatrice WANEP Point focal	asoulama@wanep.org wanep-burkinafaso@wanep.org	Burkina Faso	(+226)70418961
Kabore Carmelle Sergine	Chargé de projet	kaborecarmelle17@gmail.com	Burkina Faso	(+226)73438111
Ouedraogo Youssouf	Assistant projet /Chargé de suivi-évaluation	ouedyoussouf77@gmail.com	Burkina Faso	(+226)70575655
Mariama Mamoudou	ONG FAD		Niger	00227 96 34 07 77
Assinamar Ag Ousmane	AZHAR	assi.namar@yahoo.fr	Mali	+223 78 17 61 39
Timothée Kassogué	AZHAR	Timotage2010@gmail.com	Mali	+223 76 07 51 01
Om kouloum Sawadogo	Responsable de programme Bonne Gouvernance et Citoyenneté Active OXFAM	Kouloum.sawadogo@oxfam.org	Tchad	00235 92 07 90 71 WhatsApp: 00226 70 14 43 44
Fanta Zara Abakar	Cheffe de projet OXFAM	zara.fanta@oxfam.org	Tchad	Tel : +235 66 28 61 93 Watsap : +235 98 01 80 59

Les membres du groupe de référence devront :

- Agir en tant que source de connaissances pour l'évaluation
- Agir comme informateur durant le processus d'évaluation
- Participer à la collecte d'informations et de documents pertinents
- Aider à identifier les parties prenantes externes à consulter au cours du processus ;

- Jouer un rôle prépondérant dans la diffusion des résultats de l'évaluation et dans la mise en œuvre de la réponse managériale
 - Participer à toutes les réunions du groupe de référence
 - Fournir des apports significatifs et garantir la qualité des principaux produits d'évaluation : TdR, rapport de conception initiale et du rapport d'évaluation provisoire
 - Participer à la réunion de validation du rapport d'évaluation final
 - Participer à des activités d'apprentissage liées au rapport d'évaluation
- Le Groupe de Référence consultatif examinera le projet de rapport d'évaluation et fournira des commentaires substantiels pour assurer la qualité et l'intégralité du rapport et participera à la réunion de validation du rapport d'évaluation final. La liste est en annexe...

8.4. Termes de référence

	DESCRIPTION DE POSTE
I. Information sur le poste Titre du poste : Consultant senior pour l'évaluation à mi-parcours du « Projet de renforcement des capacités des organisations féminines et de construction d'un mouvement fort de femmes pour la paix dans la région du Sahel » Type de Contrat : Consultant International (senior) Durée du contrat : 40 jours ouvrables Date début planifiée : 02 janvier 2025 Date fin planifiée : 31 mars 2025 Lieu d'affectation : Zone du projet : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad (selon l'échantillonnage validé par ONU Femmes) Département : ONU Femmes WCRO, Unité WPS-HA	

II. Contexte du projet
La région du Sahel est confrontée à une crise sécuritaire sans précédent depuis 2012. Plusieurs pays dont le Mali, Niger, Mauritanie, Tchad et Burkina Faso sont confrontés à des défis variés tant d'ordre économique, politique que social. Cette situation a entraîné les problèmes d'extrémismes violents et de conflits intercommunautaires. Malgré les nombreuses opportunités de la région, la population fait face à des problèmes d'insécurité, de pauvreté et est également confrontée à une forte crise humanitaire. Les principaux acteurs régionaux et la communauté internationale sont mobilisés pour contribuer aux réponses en faveur de la paix et le développement de la région. Ce contexte de crise prévaut dans une région où les filles et les femmes étaient déjà sujettes à plusieurs formes de violences et discriminations sous-tendues par plusieurs croyances et barrières socio-culturelles profondément ancrées dans la tradition. Les fortes inégalités hommes-femmes présentes dans les pays du Sahel se retrouvent sur plusieurs axes dont principalement : les Violences basées sur le genre et autres pratiques nuisibles, la faible participation des femmes à la vie politique, les problématiques liées à l'accès aux services sociaux de base, les inégalités au niveau économique... Les femmes se sont organisées en associations et disposent d'un grand potentiel pour contribuer significativement à la stabilisation de la région car elles sont des actrices incontournables pour la paix et le développement de la région. Malheureusement, elles sont confrontées à plusieurs défis en rapport avec l'accès aux informations sur leurs droits et opportunités, les faibles capacités en matière de gestion des organisations tant au niveau organisationnel, institutionnel que programmatique. En outre, elles ont besoin d'être mieux organisées en réseaux et coalitions forts pour influencer les processus de paix tant au niveau local, national que régional. En plus d'actions de plaidoyer, elles ont besoin de mener des activités opérationnelles sur le terrain surtout dans les régions frontalières les

plus affectées par les conflits car elles disposent d'un grand potentiel et cela augmentera leur crédibilité et impact pour la paix. A voir l'impact qu'elles produisent avec des moyens très limités, il est évident qu'une fois mieux appuyées et organisées en mouvement fort pour la paix pour influencer les politiques et processus de paix et qu'elles arrivent à être plus opérationnelles dans les régions les plus affectées par les conflits, elles produiraient plus d'impacts et influenceraient significativement la situation

sécuritaire de la région.

C'est dans ce contexte que ONU Femmes met en œuvre le « **Projet de renforcement des capacités des organisations féminines et de construction d'un mouvement fort de femmes pour la paix dans la région du Sahel** ». Ce projet catalytique financé par les Pays-Bas apportera des réponses aux problèmes systémiques auxquelles les organisations féminines font face à travers un appui holistique touchant à la fois les aspects institutionnels, organisationnels, programmatiques, de réseautage et le plaidoyer. Il est mis en œuvre dans cinq pays : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad.

Le projet a démarré le 1^{er} septembre 2022 et sera clôturé le 31 août 2026.

III. Description du projet

L'objectif global du projet est que les organisations féminines et les femmes soient entendues et influencent de manière proactive et stratégiquement les processus de sécurité et de paix et les infrastructures clés de la paix dans les pays d'intervention au Sahel, tout en participant à l'établissement de l'agenda et à la prise de décision en matière de paix et de sécurité aux niveaux national et régional.

L'objectif spécifique est de renforcer le rôle des organisations de femmes dans le retour de la paix et de la sécurité dans les pays d'intervention au Sahel. Sur une période de quatre ans, le projet touchera un total de 103 organisations de femmes dont trois organisations régionales dans les 5 pays du Sahel. Le projet s'articule autour des résultats suivants :

Sur une période de quatre ans, le projet touchera un total de 103 organisations de femmes avec un soutien financier plus important pour un noyau de 18 organisations, dont trois organisations régionales et 15 organisations nationales à raison de trois organisations dans chacun des cinq pays du G5 Sahel. Elles seront sélectionnées de manière transparente sur la base d'indicateurs clairs liés à leur potentiel d'impact élevé. Le projet s'articule autour de quatre résultats principaux :

1. AXE STRATEGIQUE RENFORCEMENT DES CAPACITES

Résultat 1 : Les organisations de femmes renforcent stratégiquement leurs structures et leurs leaders à des fins de plaidoyer et de construction de la paix et mobilisent plus de financements.

- 103 organisations de femmes (20 organisations par pays, 3 organisations régionales) renforcées sur le plan organisationnel en fonction de leurs besoins spécifiques
- 103 organisations de femmes renforcées sur le plan institutionnel en fonction des besoins spécifiques des organisations régionales, nationales et locales et de leurs dirigeants.
- 103 organisations de femmes renforcées sur le plan opérationnel en fonction de leurs besoins spécifiques.
- 103 organisations de femmes renforcées dans la gestion du programme et mobilisation de ressources.

2. AXE STRATEGIQUE CONSTRUCTION DE MOUVEMENTS ET COALITIONS

Résultat 2 : Les organisations de femmes (au niveau national et régional) se connectent et œuvrent en synergie au sein de réseaux, mouvements et/ou coalitions solides.

- 103 organisations de femmes cartographiées et reliées les unes aux autres dans des réseaux et coalitions (au niveau national et régional).
- Des coalitions nouvelles et celles déjà existantes renforcées à des fins de plaidoyer au niveau national

et régional.

- Soutien et facilitation des initiatives de création de mouvements et de coalitions
- Développement d'applications de communication entre les organisations féminines
- Campagnes pour la paix au Sahel organisées au niveau national et régional

3. AXE STRATEGIQUE PLAIDOYER

Résultat 3 : Les organisations de femmes créent conjointement des plans de plaidoyer pour des actions en faveur de la paix au niveau national et régional.

- 150 (au moins 30 par pays) femmes leaders formées aux techniques de plaidoyer et d'influence politique ainsi qu'à l'influence en tant que mouvement (construction d'alliance)
- Plans de plaidoyer nationaux et régionaux développés sur des questions clés liées à la paix et/ou aux droits des femmes et à la formation de coalitions autour de ces questions.
- Soutien aux initiatives et actions d'intégration du genre dans les mécanismes et processus de paix et dans l'élaboration des politiques au niveau national et régional ainsi que le plaidoyer pour la mise en œuvre des PAN de la RCSNU 1325.
- Soutien aux activités de sensibilisation des organisations féminines sur l'intégration de la dimension de genre dans les processus, les mécanismes et les politiques de paix et de sécurité.

4. AXE STRATEGIQUE PARTICIPATION AU FORA ET MECHANISMES DE PAIX ET DE SECURITE

Résultat 4 : Les organisations de femmes en coalition influencent et participent à la politique et à la prise de décision en matière de consolidation de la paix et de sécurité aux niveaux national et régional.

- Identification et soutien d'alliés et champions de l'égalité des sexes pour la participation des femmes aux forums et mécanismes nationaux et régionaux de paix et de sécurité.
- Les donateurs et les acteurs clés sont informés et sensibilisés pour intégrer le genre et la participation des femmes dans les programmes de stabilisation dans la région du Sahel.
- Soutien aux initiatives de plaidoyer menées en synergie par des coalitions/réseaux d'organisations de femmes pour une meilleure représentation des femmes dans les organes et mécanismes de paix au niveau de chaque pays.
- Soutien de la participation des principales organisations de femmes et les femmes leaders aux forums et mécanismes de paix et de sécurité.

Ce projet catalytique abordera les problèmes systémiques auxquels sont confrontées les organisations, grâce à un soutien institutionnel, organisationnel, programmatique et de plaidoyer holistique. Les organisations soutenues seront plus compétitives et éligibles pour d'autres donateurs, elles mobiliseront davantage de ressources et le projet aura un effet multiplicateur. En outre, le soutien permettra de rassembler les organisations de femmes en synergie pour l'établissement de coalitions afin de maximiser les potentialités d'influence dans les politiques et mécanismes de paix nationaux et régionaux.

Le projet financera les organisations féminines nationales et régionales de la société civile légalement enregistrées et travaillant dans le domaine de la paix et sécurité et avancement des droits des femmes dans les

5 pays du Sahel : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger Tchad.

Les organisations retenues seront accompagnées pour renforcer leurs capacités opérationnelles et programmatiques, dans la mobilisation des ressources et elles seront appuyées dans leurs initiatives de plaidoyer pour la paix.

IV. Fonctions/ Principaux résultats attendus de l'évaluation

La formulation et le cycle du « **Projet de renforcement des capacités des organisations des féminines et de construction d'un mouvement fort de femmes pour la paix dans la région du Sahel** » a prévu une évaluation à mi-parcours dans une logique d'apprentissage et de redevabilité envers le bailleur (Royaume des Pays-Bas), les bénéficiaires directs du projet que sont les organisations féminines de la société civile dans les 5 pays du Sahel (ex G5 Sahel). Dans cette logique, l'équipe souhaite établir un bilan à mi-parcours de sa mise en œuvre dans le but d'apprécier globalement les progrès qui sont réalisés à date, les insuffisances et les défis afin d'avoir une vue d'ensemble de l'avancement des actions projet en lien avec les objectifs et résultats recherchés et de disposer d'éléments pertinents de recadrage et/ou d'amélioration si nécessaire pour la suite du projet.

d. Objectifs, critères et questions clés

L'objectif principal de l'évaluation à mi-parcours est de fournir une appréciation d'ensemble de la mise en œuvre et de l'état d'avancement du « **Projet de renforcement des capacités des organisations des féminines et de construction d'un mouvement fort de femmes pour la paix dans la région du Sahel** », tirer les enseignements des actions et approches mise en œuvre et formuler des recommandations pertinentes pour la poursuite de la mise en œuvre du Projet.

❖ Les objectifs spécifiques de cette évaluation à mi-parcours devront permettre de :

- Fournir des éléments d'appréciation au regard du contexte régional et des pays d'intervention sur (i) la pertinence de la conception globale du Projet, (ii) la pertinence des orientations et des approches retenues, (iii) la pertinence des choix des OSC bénéficiaires et des initiatives retenues ;
- Apprécier la qualité du dispositif d'accompagnement mis en place : le rôle d'appui - accompagnement et conseils par ONU Femmes et ses partenaires de mise en œuvre dans les pays, incluant les mécanismes, méthodes et outils d'accompagnement proposés ;
- Analyser les premiers résultats (activités et indicateurs), les effets émergents, les enseignements (bonnes pratiques et les leçons apprises) et/ou points d'attention-clés pour la poursuite de la mise en œuvre et des réorientations si nécessaires ;
- Analyser le contexte régional et de chaque pays en mettant en exergue les défis et opportunités au niveau politique, économique et institutionnel pour le projet ;
- Formuler des recommandations claires, stratégiques et concrètes pour la suite du projet.

A. Périmètre de l'évaluation et période à couvrir :

L'évaluation à mi-parcours couvre les cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). En outre, l'évaluation mi-parcours couvrira des questions transversales amorcées telles que la coordination ; le suivi et l'évaluation (S&E) capitalisation ; les innovations ; la mobilisation des ressources et les partenariats stratégiques.

L'évaluation couvrira la période de mise en œuvre des activités du projet allant du 1er septembre 2022 (démarrage du projet) au 31 août 2024.

V. Critères et questions de l'évaluation

Il s'agit de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. L'équipe d'évaluation devra proposer des questions d'évaluation en lien avec les objectifs spécifiques dont l'analyse pourrait aboutir à des recommandations pertinentes et applicables. La liste des questions évaluatives ci-dessous est fournie de manière indicative et est à revoir et adapter au projet :

B. Pertinence:

Q1. Dans quelle mesure les objectifs du projet sont-ils toujours valables au regard des éléments du contexte et des besoins des organisations féminines du Sahel ?

Q2. Des ajustements ont-ils été apportés ou sont-ils nécessaires ? Si oui, quels sont les ajustements nécessaires pour la période restante du projet en vue de mieux atteindre les résultats escomptés ? Q3.

Les approches, les activités et les produits du projet sont-ils conformes à sa finalité générale et aux objectifs qui lui ont été assignés ?

Q4. Les initiatives retenues répondent-elles aux objectifs du projet et aux besoins des organisations féminines bénéficiaires ?

C. Coherence:

Q6. Dans quelle mesure l'action développée par le projet est-elle en cohérence d'une part, avec les priorités des politiques nationales des pays cibles du projet et d'autre part avec la stratégie d'ONU Femmes et du bailleur en matière de soutien à la participation des femmes dans les processus de paix ; Q7.

Quelle synergie articulée avec des acteurs institutionnels et les autres dispositifs nationaux et régionaux œuvrant en faveur de la participation des femmes dans les processus de paix au Sahel ;

Q8. Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs institutionnels, les stratégies et la vision des organisations bénéficiaires des femmes ;

D. Efficacité:

Q9. Quelle(s) appréciation(s) faites-vous de la qualité des processus engagés en termes d'approches, de choix des OSC et de leurs accompagnements ?

Q10. Quels avantages en ce qui concerne les approches utilisées pour la mise en œuvre de ce projet ?

Q11. Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle atteint, ou devrait-elle atteindre ses objectifs et ses résultats ?

Q12. Quels sont les principaux facteurs qui ont déterminé la réalisation ou la non-réalisation des objectifs visés dans le cadre du projet ?

E. Efficience :

Q13. Est-ce que les ressources ont été utilisées de manière efficiente (adéquation entre les moyens et activités aux résultats à atteindre, bon usage des ressources) ?

Q14. Les résultats déjà atteints ont-ils été atteints en temps voulu ou dans un délai raisonnablement adapté aux exigences du contexte socio-politique et sécuritaire des pays / zones d'intervention ? Q15. Les mécanismes de coordination et d'appui mis en place par ONU Femmes pour la mise en œuvre du projet ont-ils permis de promouvoir l'utilisation efficace des ressources financières et

humaines ?

F. Viabilité/Durabilité :

Q16. Les choix des OSC et des processus engagés concourent-ils aux thématiques et objectifs prioritaires du projet ?

Q17. Quels sont les principaux facteurs externes aux Organisations bénéficiaires des femmes (contexte politique, institutionnel, économique, etc.), approches d'accompagnements de ONU Femmes et ses partenaires et facteurs internes aux OSC qui détermineront la viabilité ou la non-viabilité des OSC et des résultats ?

Q18. Dans quelle mesure les OSC ont-elles été engagées et formées tant sur le plan technique que sur le plan opérationnel pour assurer la continuité et mettre à l'échelle les activités du projet ?

G. Genre et Droits Humains

Q19. Dans quelles mesures et conditions, les principes d'égalité des sexes de protection et de valorisation des droits humains ont-ils été intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet ? Q20. Dans quelle dimension le respect de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ont-elles évolué à la suite du projet ?

7. Principales leçons apprises :

- Quelles bonnes pratiques peuvent être retenues dans l'état actuel de la mise en œuvre du projet pour être amplifiées dans la phase suivante et être appliquées à d'autres initiatives ?
- Quelles sont les principales leçons apprises du projet – qu'est-ce qui a marché, qu'est-ce qui n'a pas marché et pourquoi ?
- Quels sont les principaux facteurs qui ont influencé l'atteinte ou la non-atteinte des résultats escomptés ?
- Quels sont les éléments de succès ou d'échec ?
- Quelles sont les mauvaises expériences à éviter et les facteurs explicatifs dans les prochaines étapes ou dans la conception et la mise en œuvre de futurs projets similaires ?
- Comment capitaliser et mutualiser les acquis du projet au bénéfice de l'ensemble de la société civile engagée en faveur de la paix et la stabilisation au-delà des contraintes politiques ou conjoncturelles ?
- Quel instrument/dispositif idoine serait recommandé pour le financement et l'accompagnement durables des organisations de la société civile féminine pour la paix au Sahel ?

VI. Champ de l'évaluation à mi-parcours

Tableau : Champ d'application de l'évaluation

Champ d'application	- Femmes paix et sécurité ;
Moment (ou en est le projet)	Mi-parcours du projet
Calendrier considéré	1 ^{er} décembre 2024 – 31 mars 2025
Champ thématique	Femmes paix et sécurité (Prévention et gestion de conflits au Sahel)
Champ programmatique	Femmes paix et sécurité
Limites (connues)	La situation sécuritaire dans certains pays du sahel et certaines régions pourrait limiter l'accès à quelques organisations ciblées par l'équipe d'évaluation.
Supervision de l'évaluation	Spécialiste de suivi et évaluation (ONU Femmes) Equipe de mise en œuvre du Projet (ONU Femmes) Spécialiste évaluation, Bureau régional

Tous les volets du projet mis en œuvre sont concernés par la présente évaluation à mi-parcours.

Couverture géographique :

Les zones couvertes par le projet sont les 5 pays énumérés plus haut.

VII. Méthodologie

Pour ce premier exercice d'évaluation à mi-parcours du Projet, l'approche méthodologique, les méthodes et outils de réflexion et de collecte des informations qui seront proposés par l'équipe des consultants mobilisé devront intégrer la démarche d'apprentissage et de l'expérience pilote de ce projet auprès des acteurs / cibles concernés, des entretiens avec les acteurs, une analyse des résultats obtenus. L'équipe de consultants devra alors proposer une approche méthodologique participative pertinente en lien avec les attentes des TDR, la connaissance du milieu d'intervention et les contraintes sécuritaires des pays cibles.

La méthodologie utilisée dans le cadre de la présente évaluation à mi-parcours sera mixte (quantitative et qualitative) avec un processus participatif et les questionnaires, procédé de collecte de données, seront annexés au rapport final. Elle adoptera les méthodes d'une évaluation axée sur le genre. De manière explicite, l'évaluation sera menée en conformité avec les lignes directrices d'évaluation et les normes du Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation (GNUE), en particulier celles qui prescrivent l'intégration de la perspective des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans l'approche et le processus de l'évaluation.

Le Consultant utilisera des méthodes d'évaluation appropriées pour répondre aux questions d'évaluation proposées : Revue de littérature, interview (recensement de la liste des points focaux), visite terrain etc. Le processus d'évaluation sera pleinement participatif de la phase de planification jusqu'à l'étape du rapport final.

Le rapport de conception initial avec un accent particulier sur la méthodologie sera présenté pour approbation au groupe de gestion et au groupe de référence de l'évaluation avant le début de la phase de terrain. L'évaluation à mi-parcours sera menée conformément aux directives d'évaluation de l'ONU Femmes, aux Normes de l'UNEG (United Nation Evaluation Group) et au Code de conduite des évaluations des Nations Unies.

Plus particulièrement, le Bureau d'évaluation indépendant (IEO) d'ONU Femmes a un plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes, ou l'entité déclarante de l'UN-SWAP (United Nations System-Wide Action Plan on Gender Equality and the Empowerment of Women) et l'équipe de consultants prendra en considération que toute évaluation à ONU

Femmes est appréciée par rapport à l'UN-SWAP (Indicateur de performance d'évaluation et son tableau de bord connexe).

Conformément à ce qui précède, l'équipe d'évaluation à mi-parcours sera soumise à la notation de qualité SWAP de l'ONU et doit démontrer l'intégration de genre dans le processus d'évaluation et le rapport. C'est l'un des éléments par lesquels cette évaluation sera examinée par une équipe externe, en utilisant les critères UN-SWAP. L'indicateur de performance d'évaluation [Guide technique et tableau de bord du PEV SWAP EPAP] permet d'apprécier dans quelle mesure le rapport d'évaluation satisfait aux critères suivants :

1. Le Genre est intégré dans la portée de l'analyse de l'évaluation et les indicateurs d'évaluation sont conçus de manière à garantir la collecte des données liées à GEWE (Gender Equality and Women Empowerment).
2. Le Genre est intégré dans les critères d'évaluation et des questions d'évaluation incluent spécifiquement la manière dont le Genre a été intégré dans la conception, la planification, la mise en œuvre de l'intervention et les résultats obtenus ;
3. Une méthodologie, des méthodes et des outils répondant au genre, et les techniques d'analyse de données sont sélectionnés.
4. Les conclusions et les recommandations de l'évaluation à mi-parcours reflètent une analyse comparative entre les sexes.

Gestion des participations et des évaluations des parties prenantes : L'évaluation des projets finaux est conçue pour être sensible au genre et doit donc se concentrer sur la transformation du pouvoir et de la participation des femmes, des groupes de femmes et des réseaux de femmes dans le processus d'évaluation ainsi que sur la participation des hommes et des femmes à l'égalité des sexes.

L'évaluation sera un processus consultatif, inclusif et participatif avec une forte composante d'apprentissage et d'autonomisation et assurera la participation des femmes et des jeunes, des leaders communautaires. Une attention particulière sera accordée à la représentativité de tous les groupes vulnérables et, en particulier, à projeter des groupes ciblés de femmes et de jeunes dans la protection.

Rédaction du rapport d'évaluation

L'équipe d'évaluation s'assurera que le rapport d'évaluation est entièrement analytique. Ainsi, au-delà de la description des données collectées, le Consultant fera ressortir :

- Des points d'analyses fondés sur des dimensions culturelles, sociétales, organisationnelles, structurelles et techniques qui pourront expliquer les résultats, déclarations ou attitudes ;
- La corrélation entre les volets du projet qui pourrait expliquer certains résultats ;
- D'autres contributions qui ne sont pas liées directement au projet.

Dans un objectif de transparence, il faut signaler que la méthodologie de cette évaluation à mi-parcours sera conçue de manière à couvrir tous les volets du projet en accord avec ONU Femmes. De nature participative, elle impliquera toutes les parties prenantes du projet et portera sur tous les volets du projet.

Avec des outils conçus pour collecter des données qualitatives et quantitatives, l'équipe de l'évaluation à mi-parcours touchera tous les pays ayant bénéficié du projet.

VIII. Livrables et calendrier

1- Rapport de conception initial

L'équipe d'évaluation proposera une méthodologie avec une matrice de l'évaluation à mi-parcours et des instruments de collecte de données et un plan d'évaluation dans le cadre du rapport de conception initial. Ce dernier précisera la part qui revient à la revue documentaire, à l'observation, aux entretiens et discussions de groupe, sans oublier la participation des parties prenantes concernées. Un plan de travail et un calendrier de mise en œuvre seront également inclus dans le rapport. Le rapport de conception initial sera examiné et approuvé par le groupe de gestion et le groupe de référence de l'évaluation à mi-parcours avant sa validation.

2- Présentation des conclusions préliminaires et le pré-rapport

L'évaluateur animera une séance de présentation des résultats préliminaires, à la suite de la phase de collecte et d'analyse préliminaire de donnée. Ainsi, les constatations et tendances générales feront l'objet d'examen et d'échanges avec les membres du groupe de référence ; Cette séance permet à ce stade de gagner en informations, commentaires et orientations avant d'approfondir et finaliser l'analyse de données et entamer la rédaction du rapport d'évaluation à mi-parcours.

3- Rapport provisoire

Il s'agit de la production et la mise à disposition de la première mouture de rapport complet d'évaluation, comprenant des constats, conclusions et recommandations énumérées selon un ordre de priorités et un lien logique, tout en faisant référence à la méthodologie, à la démarche de collecte et d'analyse de données

Ce rapport sera soumis pour examen et commentaires au groupe de gestion de l'évaluation pour son amélioration au regard du contenu attendu et des critères de qualité.

Le rapport provisoire prenant en compte les commentaires formulés sera transmis au Groupe de référence sauf si le groupe de gestion estime qu'il ne remplit pas les conditions de qualité et d'intelligibilité minimales. Dans un deuxième temps, la seconde version améliorée du rapport d'évaluation sera soumise au groupe de gestion pour autoriser la rédaction par le Consultant de la version finale du rapport d'évaluation à mi-parcours.

3- Rapport final d'évaluation

Le Rapport final d'évaluation à mi-parcours, rédigé en langue française, sera considéré comme tel lorsqu'il aura pris en compte tous les commentaires reçus du Groupe de gestion et validé par le groupe de Gestion. Il devra être conforme à la structure de rapport final de ONU Femmes et accompagné par les annexes tels que :

- Les termes de référence de l'évaluation ;
- Les outils de collecte des données (guides d'entretien) ;
- Une liste de réunions/consultations auxquelles le Consultant a assisté ;
- Une liste de personnes ou organisations avec lesquelles le Consultant s'est entretenu ;
- Une bibliographie des sources d'information utilisées ;
- Toute autre information que l'équipe de consultants jugera utile pourra aussi être ajoutée.

4- Atelier de dissémination du rapport

Un atelier sera organisé avec tous les acteurs du projet en vue de présenter les résultats de l'évaluation à mi-parcours.

Calendrier indicatif des activités (60 jours prestés).

Délais	Activités	Livrables
	Signature du contrat	Lancement
7 jours	Proposition du document Méthodologique (rapport initial de conception)	Document disponible
2 jours	Rencontres avec les instances de gestion de l'évaluation sur les documents	Feedback et validation
7 jours	Finalisation du document méthodologique	Outils de collecte disponibles
25 jours	Phase terrain (collecte de données)	Les données brutes disponibles
1 jours	Présentation des résultats préliminaires	
7 Jours	Rédaction et soumission du 1 ^{er} draft	Rapport disponible
2 jours	Rencontre avec les instances de gestion de l'évaluation de référence et Feedback	Amendements du 1 ^{er} draft
9 jours	Finalisation et soumission du rapport final	Rapport final disponible

f. IX. Sources et informations disponibles

Dans le cadre de sa mission le Consultant retenu, aura accès aux sources d'information ci-dessous :

- Le document de projet soumis aux bailleurs de fonds pour financement ;
- Les rapports d'étape des partenaires de mise en œuvre ;
- Le rapport de synthèse des rapports des partenaires de mise en œuvre ;
- Les orientations de la conseillère Régionale d'ONU Femmes sur WPS-HA et toute l'équipe du Projet ;
- Les orientations du chargé des évaluations au niveau du bureau régional de ONU Femmes ;
- Les orientations du spécialiste de Suivi Évaluation sur le projet de ONU Femmes.

L'équipe d'évaluation effectuera également des rencontres avec les différents partenaires de mise en œuvre.

X. Administration et processus d'évaluation

Le processus d'évaluation sera dirigé par le Groupe de gestion de l'Évaluation qui fournit l'orientation globale et les conseils relatifs à la conduite de l'évaluation. L'analyste suivi évaluation du bureau régional sera responsable de la supervision quotidienne de l'évaluation pour la production d'un rapport de bonne qualité et en vue de minimiser les risques éventuels, qui pourraient survenir au cours du processus d'évaluation.

Le Consultant senior chargé de la présente évaluation à mi-parcours rendra compte directement à l'analyste suivi évaluation du bureau régional l'évaluation.

ONU Femmes prendra en charge directement l'organisation des différents ateliers envisagés au cours du processus d'évaluation (validation, vulgarisation ...).

Gestion de l'évaluation

Le groupe de gestion et le groupe de référence sont les deux structures de gestion de cette évaluation.

L'analyste suivi évaluation du bureau régional assurera la gestion technique de l'évaluation en collaboration avec les membres du groupe de gestion.

L'équipe de consultants retenu a, l'entière responsabilité de la bonne conduite de l'opération d'évaluation. Il sera sous la supervision du gestionnaire de l'évaluation (M&E) et du groupe de gestion de l'évaluation.

Le groupe de gestion de l'évaluation :

Il est constitué pour superviser la gestion de l'évaluation et prendre des décisions clés afin de s'assurer de la qualité des différents résultats de l'évaluation. Il est composé du coordinateur du projet ONU Femmes, du spécialiste régional en évaluation.

Le gestionnaire de l'évaluation assurera la gestion journalière du processus et entamera des consultations avec le groupe de gestion concernant les questions clés du programme. Les contributions des membres du groupe de gestion vont renforcer la qualité et la crédibilité de l'évaluation. Plus précisément, les membres de l'équipe de gestion devront :

- Participer à toutes les réunions de l'équipe de gestion
- Approuver le Consultant de consultants choisi pour mener l'évaluation
- Participer à toute réunion organisée depuis la phase de conception initiale de l'évaluation et garantir la qualité du rapport qui en découlera
- Faciliter l'accès à l'information au bénéfice de l'équipe d'évaluation
- Examiner et assurer la qualité du pré-rapport d'évaluation
- Diffuser et promouvoir l'utilisation des conclusions et recommandations de l'évaluation.

Le groupe de gestion comprendra au moins :

- o Analyste suivi évaluation du Bureau Régional
- o La Conseillère Régionale WPS -HA ;
- o Le Spécialiste des évaluations du Bureau régional d'ONU femmes ;
- o Le coordinateur du projet ;
- o Le M&E specialist du projet.

Le Groupe de référence :

Le groupe de référence est partie intégrante de la structure de gestion de l'évaluation et il est mis sur pied dans le but de faciliter l'inclusion des parties prenantes dans la conception et la définition du champ de l'évaluation, la sensibilisation sur les différents besoins en informations, la qualité du travail tout au long du processus et la diffusion des résultats de l'évaluation.

Le groupe de référence sera composé des parties prenantes clés, acteurs du projet à évaluer : les gestionnaires du projet, les représentants des donateurs, les représentants du système des Nations Unies, les représentants d'organisations non gouvernementales, les représentants des structures étatiques partenaires...

Les membres du groupe de référence devront :

- Agir en tant que source de connaissances pour l'évaluation
- Agir comme informateur durant le processus d'évaluation
- Aider à identifier les parties prenantes externes à consulter au cours du processus ;
- Jouer un rôle prépondérant dans la diffusion des résultats de l'évaluation et dans la mise en œuvre de la réponse managériale
- Participer à toutes les réunions du groupe de référence
- Fournir des apports significatifs et garantir la qualité des principaux produits d'évaluation : TdR, rapport de conception initiale et du rapport d'évaluation provisoire
- Participer à la réunion de validation du rapport d'évaluation final
- Participer à des activités d'apprentissage liées au rapport d'évaluation

Il comprendra au moins :

La représentante du bailleur du projet ;

;

Les Partenaires de mise en œuvre,

Le Groupe de Référence consultatif examinera le projet de rapport d'évaluation et fournira des commentaires substantiels pour assurer la qualité et l'intégralité du rapport et participera à la réunion de validation du rapport d'évaluation final.

XI. VALEURS / PRINCIPES

Intégrité : Faire preuve d'intégrité dans la défense et la promotion des valeurs dans les actions et les décisions, en lien avec le Code de Conduite des Nations Unies.

Sensibilité culturelle/Valorisation de la diversité : Faire montre de son appréciation de la nature multiculturelle de l'organisation et de la diversité culturelle du personnel. Avoir une vue internationale, apprécier les différences de valeurs et apprendre de la diversité culturelle.

XII. Compétences

Compétences de base :

Ethique et Valeurs :

Démonstration/ Sauvegarde de l'éthique et de l'intégrité.

Communiquer l'information et les idées :

Faciliter et encourager la communication ouverte au sein de l'équipe (communiquer efficacement).

Gestion des conflits / Négocier et résoudre les désaccords

Partage de la connaissance / Apprentissage continue

Compétences fonctionnelles :

Le Consultant doit avoir des compétences variées, de manière à être autonome et à pouvoir suivre la dynamique amorcée par l'équipe d'ONU Femmes.

Modalités de paiement

Les paiements seront effectués comme suit :

20% du paiement total à la soumission et à l'acceptation d'ONU Femmes du rapport de conception, la méthodologie et du planning initial ;

50% du paiement total à la soumission et à l'acceptation d'ONU Femmes du rapport intermédiaire ;

30% à la livraison et à l'acceptation d'ONU Femmes du rapport final d'évaluation à mi-parcours. Le rapport d'évaluation sera dit « final » lorsque le groupe de gestion de l'évaluation estimera que tous les commentaires émis ont été pris en compte.

XIII. Qualifications pour le recrutement

Education :	Le senior consultant qui conduira l'évaluation doit avoir au moins un diplôme de Master en sciences sociales ou toutes autres disciplines connexes.
Expériences :	Le senior consultant doit avoir la compétence requise pour mener une évaluation de projet. Il doit avoir l'expertise suivante : - être détenteur d'un Master en gestion de projet ou en sciences sociales ou

	toutes autres disciplines connexes ; - Avoir un minimum de 07 années d'expérience dans les évaluations qualitatives et quantitatives de projets axées sur le genre et/ou paix et sécurité ; - Avoir mené des évaluations dans au moins 2 pays concernés ou dans des pays ayant un contexte similaire ; - Avoir une connaissance des Nations Unies, dans ses aspects tant normatifs qu'opérationnels est souhaitable.
Langue :	• Maîtrise parfaite du français écrite et parlée est requise;

XIV. CODE D'ETHIQUE ET DE CONDUITE

ONU Femmes a élaboré un formulaire d'entente entre les consultants en évaluation, pour les évaluateurs qui doivent être signés dans le cadre du processus de passation des marchés, qui est basé sur les lignes directrices éthiques GNUE et un code de conduite. Ces documents seront annexés au contrat. Les lignes directrices du GNUE notent l'importance de la conduite éthique pour les raisons suivantes :

1. L'utilisation responsable du pouvoir : Tous ceux qui sont engagés dans les processus d'évaluation sont chargés de veiller à la bonne réalisation de l'évaluation.
2. Assurer la crédibilité : Avec une évaluation équitable, impartiale et complète, les parties prenantes sont plus susceptibles d'avoir foi dans les résultats d'une évaluation et de prendre note des recommandations.
3. L'utilisation responsable des ressources : La conduite conforme à l'éthique durant l'évaluation augmente la crédibilité de l'évaluation et donc la probabilité que l'investissement dans l'évaluation se traduise par une amélioration des résultats.

Les évaluateurs sont tenus de fournir un plan détaillé sur la façon dont les principes suivants seront assurés tout au long de l'évaluation (voir GNUE orientation éthique pour les descriptions):

- 1) Le respect de la dignité et de la diversité; 2) Le droit à l'autodétermination; 3) Une représentation équitable; 4) Le respect des codes pour les groupes vulnérables (par exemple, l'éthique de la recherche impliquant des jeunes enfants ou des groupes vulnérables); 5) Réparation; 6) La confidentialité; et 7) L'évitement de dommages.

Des garanties spécifiques doivent être mises en place pour protéger la sécurité (physique et psychologique) des répondants et ceux qui collectent les données. Ceux-ci devraient inclure :

1. Un plan est en place pour protéger les droits du défendeur, y compris la vie privée et la confidentialité ;

2. L'intervieweur ou collecteur de données est formé dans la collecte des informations sensibles, et si le sujet de l'évaluation se concentre sur la violence contre les femmes, ils devraient avoir une expérience préalable dans ce domaine ;
3. Les outils de collecte de données sont conçus d'une manière qui soit culturellement appropriée et ne créent pas de problèmes aux répondants ;
4. Les visites de collecte de données sont organisées au temps et lieu appropriés de manière à minimiser les risques pour les répondants ;
5. L'intervieweur ou collecteur de données est en mesure de fournir des informations sur la façon dont les individus en situation de risque peuvent demander un soutien.

La valeur ajoutée de l'évaluation est son évaluation impartiale et systématique du programme ou de l'intervention. Comme pour les autres étapes de l'évaluation, l'implication des parties prenantes ne doit pas interférer avec l'impartialité de l'évaluation.

L'évaluateur (s) prend la décision finale sur les constatations, conclusions et recommandations du rapport d'évaluation et l'évaluateur doit être protégé des pressions pour modifier les informations dans le rapport.

En outre, si l'évaluateur (s) identifie les problèmes d'actes répréhensibles, de fraude ou autre comportement contraire à l'éthique, les procédures de l'ONU Femmes doivent être suivies et la confidentialité maintenue. Le cadre juridique de l'ONU Femmes chargé de résoudre le problème de non-conformité avec les normes de conduite des Nations Unies, et d'accompagner les politiques de protection contre les représailles et interdisant le harcèlement et l'abus de pouvoir, de fournir un cadre cohérent visant à créer et à maintenir un environnement de travail harmonieux, veiller à ce que les membres du personnel ne se livrent pas à tout acte répréhensible et que toutes les allégations d'actes répréhensibles soient signalées sans délai, une enquête et des mesures appropriées prises pour parvenir à la responsabilisation. Le cadre juridique de l'ONU Femmes chargé d'assurer la conformité avec les normes de conduite des Nations Unies définit la faute et les mécanismes au sein de l'ONU Femmes pour signaler et enquêter sur elle. Plus d'informations peuvent être fournies par l'ONU Femmes, si nécessaire.

XV. Annexes

Annex 1 UN Women GERAAS evaluation quality assessment checklist

Guidance on the UN Women Global Evaluation Reports Assessment and Analysis System (GERAAS) is available at: <http://www.unwomen.org/en/about-us/evaluation/decentralized-evaluations>

Annex 2 UN Women Evaluation Consultants Agreement Form

UN Women Evaluation Consultants Agreement Form: <http://gate.unwomen.org/>

UNEG Ethical Guidelines and Code of Conduct for Evaluation in the UN system
<http://www.uneval.org/document/detail/100>

Annex 3 UNEG Norms and Standards for evaluation

UNEG Norms: UNEG website <http://unevaluation.org/document/detail/21>

UNEG Standards: UNEG website http://unevaluation.org/document/detail/22_23

Annex 4 UN Women Evaluation Handbook

UN Women Independent Evaluation Office website

<http://genderevaluation.unwomen.org/en/evaluation-handbook>

Annex 5 Resources for data on gender equality and human rights

UN Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) – Universal Human Rights Index:

<http://uhri.ohchr.org/en>

UN Statistics – Gender Statistics: <http://genderstats.org/>

UNDP Human Development Report – Gender Inequality Index:

<http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii>

World Bank – Gender Equality Data and Statistics: <http://datatopics.worldbank.org/gender/>

Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) Social Institutions and Gender Index: <http://genderindex.org/>

World Economic Forum – Global Gender Gap Report: <http://www.weforum.org/issues/global-gender-gap>

A listing of UN reports, databases and archives relating to gender equality and women's human rights can be found

at:

http://www.un.org/womenwatch/directory/statistics_and_indicators_60.htm

ANNEXE 6 : CANEVAS DE RAPPORT

I) Titre et page de garde

II) Résumé

III) Contexte et but de l'évaluation à mi-parcours

IV) Programme/descriptif de l'objet de l'évaluation à mi-parcours et du contexte

V) Objectifs et champs d'action de l'évaluation à mi-

parcours VI) Méthodologie et limites de l'évaluation à mi-

parcours VII) Constatations

VIII) Conclusions

IX) Recommandations

X) Enseignements tirés

ANNEXES du rapport :

- Termes de référence
- Documents consultés
- Liste des institutions interrogées ou consultées et sites visités (sans référence directe aux individus)
- Documents portant par exemple sur les résultats d'analyse, la méthodologie utilisée, la matrice d'évaluation
- Liste des conclusions, constatations et recommandations

8.5. La liste des documents consultée /à consulter

8.6. Les outils de collecte de données

8.7. Listes des personnes interrogées dans le cadre de l'évaluation

Mauritanie

Organisation	Nom	Fonction
Association Mauritanienne pour la Santé de la Mère et de l'Enfant (AMSME)	Emel Sidatne	Chef de projet
Responsable étatique	Leibnek Sonlé	Point focal du projet
Association pour la Promotion de la Santé des Jeunes (APSJ)	Bounaya Maouloud	Vice-présidente
Jeunesse pour la Paix et Protection des Droits des Femmes et Enfants	Rabbia Cheikh Mbeurik	Présidente
Association Hemi pour la défense des droits de la Femme Handicapée et de l'Enfant	Hemmi lemraott	Présidente
Union des Sages-Femmes Retraitées de la Mauritanie (USFRM)	Amiinata Ba	Présidente
Assistance aux Femmes et Enfants en Difficultés (ASFED)	Roughaye Mad Maky	Chargée de projet
Rassemblement Général des Femmes Mauritaniennes (RGFM)	Raydougou Habott	Présidente

Burkina Faso

Organisation	Nom	Fonction
WANEP Burkina Faso	SOULAMA Midibahaye Alice	Coordonnatrice WANEP Point focal
Association d'Appui et d'Éveil Pugsada	Lanzana Sanfo Absetou	Coordinatrice
Direction Generale de la Promotion de la Femme et du Genre	Hema Compaoré	Représentante Point focal
Réseau des Femmes pour la Réconciliation Nationale, la Cohésion et l'Équité (REFERENCES)	Giftly Narh Giuiella	Présidente
Association Action pour un Monde Meilleur (AMM)	Belem Zita	Présidente
Réseau des Femmes et Foi pour la Paix au Burkina Faso (REFFOP-BF)	Habibatou Outara/Ouedrago	Secrétaire générale
Coalition Burkinabè pour les Droits de la Femme (CBDF)	Zoumbare/Zogo Henriette	Coordonnatrice

Tchad

Organisation	Nom	Fonction
OXFAM Tchad	Fanta Zara Abakr	Chargé de projet
Ministère de la Femme et de la Protection de l'Enfance	Mme Moudel Baye	Représentante du Ministère
ONG ALBARAKA	Djoharama Mahamat	Présidente
Association des Femmes pour la Paix et la Sensibilisation au Tchad	Achata Aouna Bechir	Présidente
Salama Peace Initiative	Josiane Darwatoye	Présidente
Coalition des Femmes Tchadiennes pour la Médiation de la Paix	Koumandial Marie N.	Présidente adjointe
Ligue Tchadienne des Droits des Femmes	Solonge Nodjikone	Responsable plaidoyer et projet

COALITION BURKINABE POUR
LES DROITS DE LA FEMME (CBDF)
01 BP 3402 Ouagadougou 01
Tél : (226) 25-37-46-27
Email : cbdf@fasonet.bf

BURKINA FASO
La patrie ou la mort nous vaincront

DATE : 08/04/2025

Objet: Visite de ONU FEMMES à la CBDF

Lieu: Ouagadougou

N°	NOM ET PRENOMS	Structure	SEXE F/H	CONTACT TELEPHONIQUE	ADRESSE ELECTRONIQUE	SIGNATURE
1	Ouedraogo Stephanie	CBDF	F	67195619	stephanie@cbdf.bf	[Signature]
2	ONPHORE D Jean Wilfrid	CBDF	M	76560231	onphore@cbdf.bf	[Signature]
3	Soulama KALIFA	CBDF	M	05795830	soulama@cbdf.bf	[Signature]
4	ZOUMBARIE Zoungou Hourmelle	CBDF	F	78806550	zoumbarie@cbdf.bf	[Signature]
5	Abdramane DOUMBOIA	ONU	M		abdramane.doumbouia@un.org	[Signature]
6	MOUTANGOU Joubert	CBDF	M		moutangou@cbdf.bf	[Signature]
7						
8						
9						
10						

MINISTRE DE L'ACTION HUMANITAIRE
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

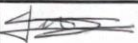
SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION
DE LA FEMME ET DU GENRE

BURKINA FASO
La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons !

LISTE DE PRESENCE

Audience avec ONU Femmes , le 11 avril 2025

N°	Nom & Prénom(s)	Structure	Contact /email	Signature
1.	Abdramane DOUMBJA	ONU FEMMES consultant	+223 34 35 74 34	
2.	Juicail MOUTANGOU	ONU Femmes consultant	moutangou@hot mail.com +229 66 15 45 80	
3.	OUATTARA TRAORE Orokyo	DG/DPG/DFPS	monokyo@gmail.com	



Liste de présence des participants-e s à la rencontre de consultation sur le projet ONU-femmes bénéficiaires

Ouagadougou, le 10 avril 2025

N°	Nom Prénom (s)	Sexe		Fonction	Localité	Tél ; mail	SIGNATURE
		F	M				
1	MOUTANGOU Judicial		X	Consultant ONU Femmes	Burkina Faso	+229 66 75 45 80 moutangou@hotmail.com	
2	Abdrame DOUMBIA		X	Consultant ONU Femmes	Burkina Faso	+229 94 35 74 34 abdramdumbia@gmail.com	
3	LANIZANA/SANFO Aboukhou	X		Coordonnatrice trice ADEP	Ouagadougou	76 66 62 83 lanizana.sanfo@gmail.com	

LISTE DE PRESENCES

Rencontre de suivi - évaluation de REFERENCES ET ONU FEMMES

Lieu : Ougadougou

Date : 09 avril 2025

N°	NOM ET PRENOMS	Structure	POSTE	GENRE	TEL WHATSAP ET EMAIL	SIGNATURE
01	Abdramane DOUMBIA	ONU Femmes	Consultant	M	+223 92 35 74 31	
02	MOUTANGOU Fouché	ONU Femmes	Consultant	M	+225 66 15 45 80	
03	Gifty Nani Gniella	REFERENCES	Présidente	F	+226 90 30 86 90	
04	Sawadogo Zomba	REFERENCES	S. à l'organi- sation	F	+226 75 34 24 73	
05	Jeanne Marie Ouissiracou Konan Angélique	REFERENCES	Affaire Socio culturelle	F	+226 73 60 37 06	
06	YAMEOGO N. Assaïtou	REFERENCES	chargée de Com REFERENCES	F	+226 65 34 65 53	
07	KANTIONO I. Adeline	REFERENCES	chargée de Projet	F	+226 61 23 34 66	
08	Kabré W. Marie Louise	REFERENCES	Gestionnaire comptable	F	+226 71 11 38 21	
09						
10						



Liste de présences

Date : 09 avril 2025

Lieu : Ouagadougou /REFFOP-BF

Activité : Rencontre d'évaluation avec ONU-FEMMES

N°	Nom et Prénom (s)	Sexe		Age				Fonction/ Structure	Tél (WhatsApp) / Adresse mail	Signature
		F	H	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 35 ans	Plus de 35 ans			
1	Quattrini/Quattrini Hilary	X					X	SG	76 07 70 55	
2	Quattrini/Ricardo Naomie	X					X	TreSerièrè	70 61 57 23	
3	Abraham DOUNBIA		X			X		Consultant ONU Fem	+293 96 35 74 32	
4	MOUTANGOU Suzanne		X				X	Consultante ONU Femmes	+229 60 54 5 80	
5	KABORE Camillia	X				X		chargée de Projet	71-61-57-19	



Liste de présence

Date : 2 AVRIL 2025

N°	Nom et Prénoms	Titre/Poste	Contact E-Mail	Signature
1	Haby cow	secrétaire général	Haby cow@gmail.com	
2	Bounya Mounlound	Vice présidente	mounhaumeid184@gmail.com	
3	Mame Pinda Gaye	chargée programmes APSJ	44-03-3128	
4	Fatimata Amadou Diaw	secrétaire	48 93 51 21	
5	Sidi Mohamedou Beki	Comptable	49701127	
6	Oumar Mbaya	chargé mobilisation	26312116	

1

AJPP Réunion d'évaluation de L'ONU Femmes

Liste de présence

N°	Prénom	Nom	Fonction	Signature
1	Rabbia cheikh	Mbeurik	Présidente	
02	Aminakhlil			
03	Fachir	Camara	Coordinateur	
04	Betour	Mbeurik	chargé de Ressources	
05	Abdoulaye	Wane	Comptable	
06	Nandouwe	Gueye	Coordinateur	
07	Fatematou	Ballier	élève	
08	Rouhaya	Wane	élève	
09	Salma	Ahmed	élève	
10	SALLIS.MOAMB	B S Kodo	de h o g	
11	Aicha d	dewa	élève	
12	Zahra	Moussa	élève	
13	Salma	Moussa	Responsable media	
14	Emkelthoume	Zeyde	élève	
15	Mamhamede Wane	Wane	chargé de	
16			chargé comi	

Assistance aux Femmes
et Enfants en difficulté



ASFED

مساعدة النساء
والاطفال في حالة تعذر

Liste de Présence

Date: 03/04/2025

Nom et Prénom	Téléphone	Signature	Poste
Rouhaya Med Maky	46161020	[Signature]	chargée de
Salka Lagdaf	46485574	[Signature]	trésorière
Fatimaton Lemine	49776073	[Signature]	secrétaire
Fatimelou Med Salek	22487997	[Signature]	général
Ely Youssa	44545449	[Signature]	Présidente
			Adjointe
			Administrative
			Financière

NOMS ET PRENOMS	Téléphone	Email
1- ACHTA ADOUM BECHIR	+235 63 33 01 00 62 16 16 54	achtaadoun65@gmail.com
2- AZIZA ASSANE OUMAR	+235 66 85 90 89	oumarassadi35@gmail.com
3- Brahim Ichouss	+235 65-88-5717	
4- FATIMA YOUSSEF DAKOUMI	+235 60 65 51 37	fatime.dakoumi3@gmail.com
5- MAHAMAT SALEH MAHAMAT	+235 66 84 00 18	mahamatsalehgac@gmail.com
6- Abdramane DOUMBIA	+235 94 35 74 31	abdradoumbia37@gmail.com
7- MONTANGOU Judicaël	+229 66 15 45 80	montangou@hotmail.com

Rencontre d'échange avec A.F.P.S.T (Association des Femmes pour la paix et la Sensibilisation au Tchad
tel 62161454 / 95811432

dans le cadre de l'évaluation in mi-parcours
du projet Renforcement des capacités des organisations
féminines (O.N.U. Femmes)

SALAMA PEACE INITIATIVE

Entretien avec l'équipe consultant ONU Femmes

Dates 17/04/2025

Nom et Prénom	Poste occupé	Contact	Signature
Ibrahimane DOUMBIA	Consultant ONU Femmes	+223 94 35 74 31	2
2. Indicaël MOUTANGOU	ONU Femmes Consultant	+229 66 18 45 80	
3. JOSIANE DARWATOYE	Présidente, SALAMA PEACE INITIATIVE	+235 65 08 65 60	
4. MBAINDOBYIM YANNICK	Membre Salama peace initiative	+235 69 03 57 33	
5. Nepilimbaye Bekoutou Biana	Bénévole Salama peace initiative	+235 66 40 00 80	

16-04-25

Evaluation à mi Parcours du Projet
Leadership des OF pour la Paix et la
Sécurité au Sahel - OXFAM/ONU-femmes
(CFTM7D)

Liste de Présence

N°	Nom et Prénoms	Contact	Signature
01	Koumandial Haré N.	66294285 RAP adral	
02	Houique Ngarallay	66294094 RG	
03	Mouina Abdel-Mouti	UP 66288545	
04	Achla Adoum Biehi	69-33-01-00	
05	HALIMA AKAMINE	66253645	
06	MOUTANGOU Judicaël	+229 66154580	
07	Abdramane DOUMBIA	+283 94357431	

16/04/25

Liste de présence
séance d'échange dans le cadre de l'évaluation à mi parcours
du projet Renforcement des capacités des organisations féminines au Tchad

01. CHANTAL MEMLELEM MAREL 63481823
Responsable Logistique : chantalmentlemaleli@gmail.com
02. KONODJI ROSINE 63132583
Responsable Adjointe de la logistique
rosinekondji@gmail.com
03. NODJIGONE Solange 68455744
Responsable plaidoyer et projet
solangenodji@yahoo.fr
04. MOUNROBE EDITH. Com 66467349
abdramadumbia@gmail.com
05. Abdramane DOUMBIA +283 94357431
moutangou@hotmail.com
06. MOUTANGOU Judicaël +229 66154580

8.8. Cadre des résultats

THEORY OF CHANGE: PROJECT TO BUILD THE CAPACITY OF WOMEN'S ORGANISATIONS AND CREATE A STRONG WOMEN'S MOVEMENT FOR PEACE IN THE SAHEL REGION				
Impact	<i>WOs and women are heard and proactively influence security and peace processes in the G5 Sahel countries and region, by their strategic participation in key peace infrastructures, peace & security agenda setting and decision-making</i>			
THEORY OF CHANGE STATEMENT	<i>"If women's organisations are sufficiently supported and strengthen their institutional, organisational, programmatic, advocacy and coordination capacities, and put in place strong organisational governance systems and management based on transparent procedures, and mobilise sufficient funding for their actions,</i> <i>If they organize themselves in strong networks to unite their voices, creating legitimate representation of women at country level and in the region, make joint advocacy plans for action and form coalitions to carry them out,</i> <i>If key actors in peace processes and mechanisms and related policy making become aware of the great benefit of including women in them,</i> <i>Then</i> <i>women's organisations proactively raise the awareness of different actor groups in society and strategically influence key actors at the national and regional levels, in order to open space for the involvement and participation of women in peace and security processes and mechanisms, and thus the effective implementation of the UNSCR 1325 National Action Plans as well as gender mainstreaming in peace policies, processes and mechanisms in accordance with the norms and standards related to the Women, Peace and Security agenda.</i> <i>Ultimately this will lead to more sustainable solutions of peace for conflict situations.</i> <i>As it has been proven that women's participation in peace processes improves the chances of achieving lasting peace."</i>			
Outcomes	<i>ST Outcome 1&2</i> WOs strategically strengthen their organisation and leaders for advocacy and peace building purposes and mobilise funding	<i>ST Outcome 3</i> WOs (at national and regional level) connect to and support each other in strong networks, movement and/or coalitions	<i>ST Outcome 4</i> WOs jointly create advocacy plans for actions at national and regional level	<i>MT Outcome 4 & 5</i> WOs in coalition influence and participate at national and regional level peace building and security policy and decision-making
Intervention strategies	<i>Intervention strategy 1</i> Strengthened WOs organisational capacity and women leadership	<i>Intervention strategy 2</i> Improved coalition and movement building	<i>Intervention strategy 3</i> Strengthened advocacy and policy influencing capacity	<i>Intervention strategy 4</i> Improved access to peace and security fora and mechanisms

Outputs	<i>Outputs 1.1</i> 103 WOs (20 WOs per country, 3 regional WOs) organisationally strengthened according to the specific needs of the regional, national and local WOs and their leadership	<i>Output 2.1</i> 103 WOs mapped and linked to each other in networks and coalitions (at country and regional level)	<i>Output 3.1</i> 150 (at least 30 per country) women leaders trained on advocacy and policy influencing techniques as well as influencing as a movement (constituency building)	<i>Output 4.1</i> Allies and gender champions for the participation of women in national and regional peace and security fora and mechanisms identified and supported at national and regional level
	<i>Output 1.2</i> 103 WOs institutionally strengthened according to the specific needs of the regional, national and local WOs and their leadership	<i>Output 2.2</i> New and existing coalitions established and strengthened for advocacy purposes at national and regional level	<i>Output 3.2</i> National and regional advocacy plans developed on key issues related to peace and/or women's rights and the coalition forming around them	<i>Output 4.2</i> Donors and key actors informed and supported to mainstream gender and women's participation in stabilization programmes in the Sahel region
	<i>Output 1.3</i> 103 WOs infrastructurally and operationally strengthened according to the specific needs of the regional, national and local WOs and their leadership	<i>Output 2.3</i> Movement and coalition building initiatives supported and facilitated	<i>Output 3.3</i> API initiatives and gender mainstreaming actions in peace mechanisms, processes and policy making supported at national and regional level, including the implementation of UNSCR 1325 NAPs	<i>Output 4.3</i> Advocacy initiatives supported that are carried out in synergy by coalitions/networks of WOs for better representation of women in peace bodies and mechanisms at the level of each country
	<i>Output 1.4</i> 103 WOs strengthened in programme management according to the specific needs of the regional, national and local WOs and their leadership	<i>Output 2.4</i> Communication applications established	<i>Output 3.4</i> Awareness raising activities of WOs on gender mainstreaming in peace and security processes, mechanisms and policy making supported	<i>Output 4.4</i> Access facilitated for key WOs and women leaders to relevant peace and security fora and mechanisms

		Output 2.5 Campaigns for peace in the Sahel organized at national and regional level		
ASSUMPTIONS	- When women in different capacities, as well as local civil society actors, are included in peace negotiations (women and other civil society actors participating as witnesses, signatories, mediators, and/or negotiators) – in addition to the warring parties – this brings about a sustainable peace, because research shows that only an inclusive peace is likely to be a sustainable one and that gender-sensitive peace agreements contribute to more equal post-conflict societies. - A strong and united women's movement to carry out collaborative (advocacy) actions at the national and regional level in the Sahel will help influence policies and peace mechanisms, because the interlinkage of regional, national and local WOs creates legitimacy and credibility. - Women's organisations with a good governance system and more professionally equipped will be better positioned to request and receive financial support to implement their activities, sustain their results and have more impact in the region, because their legal position and access to formal structures help them to show their serious commitment, gain credibility, and to be considered by formal players. - When women's organisations at regional, national, local level are seriously strengthened and strongly interlinked with each other, they will be able to mobilise and redistribute funds to respectively national and local women's organisations, because they are prepared to professionally operate in representation of other women's organisations. - Creating access to the peace and security spaces at different levels allows the strengthened women's movement to participate in related processes and mechanisms, because there is a growing willingness on the part of international, regional and national actors to integrate women into the peace process and to accelerate implementation of the Women, Peace and Security agenda..			

The planned holistic support is summarized as follows:

Int Strat 1 - Strengthened WOs organisational capacity and women's leadership	Int Strat 2 - Improved coalition and movement building for peace & security	Int Strat 3 - Strengthened advocacy and policy influencing (API) capacity	Int Strat 4 - Improved access to security and peace fora and mechanisms
• Output 1.1 Organisational Management capacity support • Strengthening leadership • Mentoring and guidance • Strategic staff recruitment • Staff training in organisational management, strategic planning • Output 1.2 Support to legal status, internal procedures & quality control • Updating of the organisation's documents • Organisation of statutory meetings and renewal of bodies • Institutional audit and certification • Output 1.3 Support to office infrastructure and operating equipment • Office rental • Purchase of operating equipment • Output 1.4 Capacity support in project development and management • Staff training in project development and management, in resource mobilisation, donor relations • Establishing contacts with key donors • Support in resource generation activities	• Output 2.1 Mapping of women's peace organisations, linking them (at least 20 per country) during capacity strengthening activities for the creation of networks and organisation of semi-annual virtual exchanges • Output 2.2 Support the establishment and strengthening of new coalitions of women's peace organisations, support to existing ones and to the creation of networks with regional (at least 3) and international organisations • Output 2.3 Facilitate movement and coalition building initiatives • Organisation of discussion sessions with main WOs on strategies to be adopted in synergy to influence peace • Organisation of visits and meetings to exchange experiences with women living in border regions (e.g. Liptako-Gourma) • Organisation of women's solidarity missions to countries experiencing severe crisis for political and advocacy support (e.g. AWLN women leaders, FEMWISE, etc) • Organisation of annual regional campaigns for peace and security in the Sahel • Output 2.4 Establishment of communication applications (e.g. Plateform, Facebook, Twitter, etc) • Output 2.5 Campaigns for peace in the Sahel are organized at national and regional level.	• Output 3.1 Training and mentoring of women leaders (at least 20 in each country) on advocacy and policy influencing techniques as well as influencing as a movement (constituency building) • Output 3.2 Support the development of national and regional advocacy plans on key issues related to peace and/or women's rights (identification of policies and mechanisms to influence) and the coalition forming around them • Output 3.3 Support API initiatives and gender mainstreaming in peace mechanisms, processes and policy making at national and regional level as well as in the implementation of UNSCR 1325 NAPs • Organisation of annual meetings in each country between women and policymakers on strategies for the effective implementation of UNSCR 1325 NAPs • Facilitate the organisation of technical meetings on gender mainstreaming in key peace policies (DDR, SSR, transitional justice, strategies to combat violent extremism, G5 Sahel policies, etc.) • Organisation of quarterly dialogue on key threats to peace and security in each country • Output 3.4 Support awareness raising activities of WOs on gender mainstreaming in peace and security processes and mechanisms	• Output 4.1 Identify allies and gender champions at national and regional level to support WOs and women leaders in their efforts • Output 4.2 Influence donors and key actors on gender mainstreaming and women's participation in stabilization programmes in the Sahel region by organising annual online meetings • Output 4.3 Support advocacy initiatives carried out in synergy by coalitions/networks of WOs for better representation of women in peace bodies and mechanisms at the level of each country (commissions, national dialogues, etc.) and regional bodies(G5Sahel, LCBC, ALG) • Output 4.4 Facilitate access of key WOs and women leaders to relevant P&S fora and mechanisms (e.g. ECOWAS, UNSC, IEG, Open debates, GOFs of Sahelian women)

In operational terms, this support will be provided as follows:

Intervention strategy 1 - Strengthened WOs organisational capacity and women leadership

At the start of the project, a list of 20 organisations will be pre-selected by country on the basis of clear criteria (see 4.2). Together with the 3 regional women's networks, these organisations will benefit from support in terms of organisational management training, capacity-building of leaders and project management training. The leadership and management capacities of these organisations is strengthened through strategic staff recruitment and training of organisation managers and staff on the key topics. Among them, 3 organisations from each country (one faith organisation/network, one peace organisation, and one organisation for young women and girls) will benefit from enhanced support that will allow them to implement the theoretical training. That will include scaling up the leadership ability of these organisation in the sense of advocacy for support to women's organisations and meetings between women and donors in each country notably organisational management, programme management, financial management. They will benefit from an institutional and financial audit by an audit firm at the start, and recommendations for improving their management will be made. There will be monitoring and mentoring to ensure implementation and progress throughout the project. These organisations will be supported in updating statutes, where necessary, and ensuring that they are implemented, as well as holding meetings of the bodies of each association and renewing said bodies in a timely manner. A budget of \$10,000 per organisation will be provided to enable it to implement the recommendations of the institutional audit. The firms will support them to put in place procedure manuals for better financial management. In order to operate better, the project will help organisations to rent offices and recruit quality technical staff. It is expected that this will generate a return on investment in terms of resource mobilization, greater impact and a better reputation for these organisations. At the level of each country, an advocacy meeting will be organized between women's organisations and donors, international NGOs and UN agencies to encourage them to fund the women's organisations more. These meetings will be organized by the women's organisations, together with the UN Regional Gender Thematic Group, the Regional Gender and Humanitarian Group, the Group of Friends of Women of the Sahel and the Gender Group of the Sahel Alliance, as well as the donors of this project. They will also be supported to start fundraising activities for their internal functioning (gala dinners, exhibitions, income generating activities, etc.).

Intervention strategy 2 - Improved coalition and movement building for peace and security

At least 100 national and three regional women's organisations will be organized into networks and coalitions with the aim to influence peace in the Sahel. To do so there will be the need to conduct a mapping of peace related women's organisations and create opportunities to link them in networks and coalitions, using email and WhatsApp communication groups. The women's organisations organised in networks participate in solidarity actions and missions for women in countries affected by a severe crisis or in need of external support in their advocacy. This will

create strong bonds and clear reasons to exist. At least 30 women leaders per each country receive, next to training on lobbying and advocacy techniques (see intervention strategy 3) also mentoring and training in movement building. All these prerequisite activities will lead to the establishment of networks for semi-annual virtual exchanges and coalitions of women's peace organisations. These coalitions will serve as momentum to develop joint advocacy plans on key issues related to peace and/or women's rights, and identification of policies and mechanisms to influence peace. The main objective of this network of 103 women's organisations will be to influence peace policies and mechanisms as well as the effective implementation of the UNSCR 1325 Action Plans in the five G5 Sahel countries.

Intervention strategy 3 - Strengthened advocacy and policy influencing (API) capacity

Women's organisations (103 in total) and their women leaders (at least 30 per country) will benefit from training on advocacy and policy influencing techniques as well as influencing as a movement (constituency building). That training would capacitate them in carrying out advocacy in synergy with coalitions/networks of women's organisations for better representation of women in peace bodies and mechanisms at the level of each country (commissions, national dialogues, etc.). Together they will develop annual advocacy plans on priority issues in their countries. The joint advocacy plans could be articulated around discussion sessions with the main women's organisations on strategies to be adopted in synergy to influence peace and also women's solidarity field missions to countries experiencing severe crisis for political and advocacy support (e.g. AWLN women leaders, FEMWISE, etc.). The project will fund certain advocacy initiatives. They will organize themselves to analyse key policies and bills related to peace, and will share their contributions related to gender and women's participation. They will closely follow G5 Sahel processes and influence policies. To this end, they will hold side meetings at the Heads of State Summit and convey key messages to them. Advocacy will be conducted with the G5 Sahel Secretariat for the organisation of a special session of Heads of State on gender and the improvement of women's rights in the Sahel. The organisations will carry out advocacy with donors and decision makers at the country level. They will convey annual meetings in each country between women and policymakers on strategies for the effective implementation of UNSCR 1325 NAPs. They will organize technical meetings on gender mainstreaming in key peace policies (DDR, SSR, transitional justice, strategies to combat violent extremism, G5 Sahel policies, etc.) for key actors at national level. For issues requiring international support, UN Women will support women's organisations to contact and benefit from the assistance of senior UN officials, the Security Council's informal gender group, the Group of Friends of Women of the Sahel, the Sahel Alliance, as well as regional organisations such as the African Union, ECOWAS, G5 Sahel, etc. This project will allow for better planned and structured advocacy with much more power to influence. They will be able to present the situation of women in the Sahel in different regional and international forums.

At the country level, many women have received general training on the principles of conflict management and prevention. However, they are not sufficiently informed about the thorny issues currently facing the region, namely violent extremism and intercommunal conflict, and how to

deal with these in an impartial manner as they come from the communities affected and may be at risk of threats. This is why women from the selected organisations will first be trained on these issues and approaches to manage them with tact, simplified booklets will be created as well as other awareness tools, audio messages, videos, etc. This training will be done using a module developed by the Bamako Peacekeeping School with the support of UN Women. Similarly, it appears that countries regularly face political and social crises that can lead to conflict if not managed in a proper and timely manner. Therefore, the women will carry out preventive actions, through analyses, debates on these problems, and awareness raising campaigns at local and national level. The awareness raising can cross borders through the regional women's networks. The women can even sound the alarm and propose recommendations to challenge States to deal with the rising conflicts in a timely manner.

The 3 nationally oriented women's organisations per country (15 in total) funded by the project will have an annual budget of \$40,000. Activities will be identified in a participatory manner and field missions will be organized to identify advocacy priorities with affected communities, for example with visits and meetings to exchange experiences with women living in the border regions of Liptako-Gourma and the Lake Chad region. Nevertheless, they will implement them in partnership with other organisations among the 100 selected on the basis of their capacity and presence on the ground.

This work will be coordinated by the programme officers recruited for each organisation as part of the project. They will be trained in results-based project development and management, planning, monitoring and evaluation, and reporting. After the training, support will be conducted by selected partners and UN Women staff to help them continue to develop quality project documents so as to mobilize additional resources for their programmes.

Intervention strategy 4 - Improved access to peace and security fora and mechanisms

UN Women will help women to have access to key national, regional and international peace fora and mechanisms to present their priorities and durable responses to crises. UN WOMEN will build on the good partnerships already established with governments, regional organisations and the UN Security Council. At the country level, meetings will be organised between women and Ministries in charge of peace. UN Women in partnership with the Gender Thematic Group of the Sahel Alliance will support annual online meetings between women leaders and donors. At the regional level, women will organise preparatory meetings or side events to elaborate messages to be submitted during the G5Sahel and ECOWAS Heads of State summits. Women's organisations will also meet with the Group of Friends of the Sahelian Women, which is an initiative of some members of the Security Council and is led by the African Union, the European Union and Niger. Women leaders will be selected to brief the IEG of the Security Council and the PBC (Peace Building Commission) on the context of the region and the implementation of Women, peace and security agenda. A strong advocacy will be regularly made in different fora and mechanisms for the implementation of the G5Sahel gender policy .

4.2 A participatory and empowering approach

This project was developed on the basis of the needs expressed by women's organisations in the various forums and through the online survey. However, the project's strategic choices were also validated during a consultation conducted on 20 October 2021. This approach will be maintained throughout the implementation through regular consultation. Regional organisations will be allowed to make decisions for their strengthening, they will choose advocacy issues themselves and will also participate in field missions to identify programmatic activities to carry out. The organisations noted the problem that they are often funded to conduct activities that are pre-determined or which do not align with their priorities. This project will avoid this trend. It will be coordinated by UN Women but organisations will have as much freedom as possible to choose which strategic activities to carry out. They will also be represented in the project's Steering Committee. In addition, there will be a consultation with the women's organisations in the five countries once every six months to discuss the results that have already been achieved and the project's progress. This will also be a time for sharing experiences from the five countries.

UNWOMEN worked with experts of MDF Training & Consultancy for the finalization of the document, the restructuring of the short term and mid-term results of the project and the visualization of the Theory of change.

4.3 Selection and profile of beneficiary organisations

The success of this project and the achievement of its objectives will depend on rigorous and transparent selection of the beneficiary organisations. The project will first be widely communicated to women's organisations, and a call for expressions of interest will be launched at the regional and country levels. A selection committee will then be set up at the regional and country levels. This committee will be composed of people of integrity from different bodies (women's organisations which are already highly dynamic, groups of associations, research centres, international NGOs, United Nations agencies and intergovernmental organisations, etc.) to ensure impartiality. Selection criteria will be developed and will focus on, among other things: the potential of the organisations to advance women's rights and the Women, Peace and Security agenda as well as the results that have already been produced; the level of transparency in the management of the organisation; the governance of the organisation; the use of innovative approaches and ICT; and the inclusion of young women and girls. The management committees of the selected organisations will sign an act of commitment, agreeing to comply with the guidelines aimed at improving their institutional and organisational capacities, and the guidance given regularly by the experts who will support them. Although the project will target three organisations per country to benefit from the full programme package, a list of in total 20 organisations per country (including the 3 with the national focus) will be selected to receive

support for the whole duration of the project. They will benefit from the planned training and will be involved in advocacy initiatives. UN Women will also support the organisation of activities to put these organisations in contact with potential donors. Therefore, the project will impact 100 women's organisations active at country level and 3 regional women's networks.

The project will initially target women's organisations as they have less capacity than organisations where gender is one of several missions. Women's organisations have less capacity and fewer resources but are more committed and have extensive experience. The organisations that will be selected are those with missions that align with one or more of the pillars of UNSCR 1325. Therefore, there will be organisations that work on: i) participation and conflict prevention; ii) protection of women, combating violence against women and advancement of women's rights; and iii) recovery and resilience of women affected by conflict. The project will also ensure that organisations for young women and girls make up at least 30 per cent. The approach of no one left behind will be adopted and selected organizations will be encouraged to include the most marginalized categories in their countries: refugees, women living with disability. The project will ensure that 30% of organisations that will receive financial support are those of girls and young women. The project will also ensure that advocacy action plans developed by WOs include some priorities aiming to advocate for the most disadvantaged groups

4.4. Cross-cutting strategies

There are two cross-cutting strategies that will be used next to the intervention strategies for the successful implementation of the project as well as the achievement of its expected results and their sustainability are the following:

-Involvement of men: The achievement of lasting peace requires the involvement of all parts of society. It will be necessary to involve male opinion leaders in the various activities and make them aware of the potential of women to bring peace to the Sahel. Advocacy will target men with significant decision-making power in peace processes at the country and regional levels. Particular attention will be paid to religious and traditional leaders who often block the advancement of women's rights. Women will take the lead in peace initiatives and work together with other community members, avoiding the tendency for women's initiatives to exclusively involve women. There are always allies to be found among male leaders or influential actors. The project aims to collaborate with them, so they can open spaces where female participation is still very limited. This approach will be part of the advocacy plans as well as the actions UN Women will undertake under intervention strategy 4, where access to national and regional peace and security processes and mechanisms is facilitated.

-Involvement of young people: Young people have a vital role to play in peace and the advancement of women's rights, because they are most often recruited by armed groups and are sometimes manipulated by political actors. Security Council resolutions 2250 and 2419 also recommend the participation of young people in all peace processes. Young girls and boys are important actors for attitude and behaviour change, and the programme will invest in this category for immediate and long-term results. Advocacy actions will reach young people through national youth councils, associations of university students and associations of girl leaders thanks to the

partnership with the West African Network of Young Women Leaders (*ROAJELF*). The project will aim at including at least 30 per cent young women's and girls' organisations among the beneficiaries (at least four young women's organisations will be supported, one organisation per country and one regional organisation). In addition, the organisations supported by the project will be encouraged to have at least 30 per cent young people among their members and activity participants, and to carry out actions specifically targeting young people. The voice of youth needs to be part of the advocacy plans and awareness raising campaigns.

I. PARTNERSHIPS

- The project will be implemented in partnership with UN Women offices at the regional and country levels, and implementing partners selected on the basis of their expertise.
- The organisations supported by this project will work in partnership with regional organisations such as G5 Sahel and ECOWAS. At the government level, they will also involve: security agencies, commissions in charge of reconciliation, and ministries and/or institutions responsible for gender issues.
- For support aimed at operationalizing offices, the project will rely on civil society organisations that already have a mandate to strengthen civil society, such as WANEP or the Gorée Institute, or on independent agencies which will provide planned support on financial and organisational management, and will conduct a sort of continuous audit of the offices of women's organisations at the country level.
- Regarding activities to be carried out at the community level, the project will involve community and religious leaders, administrative officials as well as women peace mediators.
- A committee will be set up to assess and certify the organisations which meet the management standards.
- Strategic partnerships will be established with other UN agencies such as UNDP, OHCHR, UNODC, UNFPA, UNESCO, UNOWAS, IOM, etc. for synergies/complementarities to support women's organisations financially and technically. Organisations will be supported to meet the requirements of the HACT (Harmonized Approach for Cash Transfer) in order to receive funding from UN agencies. Advocacy will be conducted with agencies to fund certified women's organisations.
- A partnership will also be developed with international NGOs present in the five G5 Sahel countries to provide technical support to women's organisation.
- A Steering Committee will be set up, composed of key actors in the region such as UNOWAS, ECOWAS, G5 Sahel, the Lake Chad Basin Authority, the project's donors, and important women's networks. As well as a steering role, the committee will provide sponsorship and political support to the project.